



**François de RUGY, ministre d'État,
ministre de la Transition écologique et solidaire**

Paris, le mardi 12 février 2019

Communiqué de presse

StocaMine : François de Rugy, ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique et solidaire, réunit les élus locaux et parlementaires du territoire

François de Rugy, ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique et solidaire, a tenu ce jour au ministère une réunion relative à StocaMine en présence des élus locaux et parlementaires du territoire : Jean ROTTNER, Président du Conseil régional Grand Est, Brigitte KLINKERT, Présidente du Conseil départemental du Haut-Rhin, Vincent THIEBAUT, député du Bas-Rhin et président de la Mission d'information commune sur le site de stockage souterrain de déchets StocaMine, Raphaël SCHELLENBERGER, député du Haut-Rhin et rapporteur de la Mission d'information commune, Bruno FUCHS, député du Haut-Rhin et rapporteur de la Mission d'information commune, Patricia SCHILLINGER, sénatrice du Haut-Rhin, Jean-Marie BOCKEL, sénateur du Haut-Rhin, René DANESI, sénateur du Haut-Rhin, Fabian JORDAN, Président de la Communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération, Yves GOEPFERT, maire de Wittelsheim et Marie-France VALLAT, 1^{ère} adjointe au maire de Wittenheim.

À cette occasion, il a tenu à leur expliquer la démarche qui a précédé à la réunion convoquée par le Préfet du Haut-Rhin le 21 janvier dernier de poursuivre dans les meilleurs délais le confinement des déchets restants à StocaMine :

- A la suite de la réunion du 23 mars 2018 entre le préfet du Haut-Rhin et les élus locaux, l'Etat a demandé au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) de réaliser une expertise indépendante internationale sur l'opportunité de remonter les derniers déchets restants, après que 90% des déchets les plus toxiques, en aient d'ores-et-déjà été extraits.
- Aux termes de cette expertise, il est apparu que le destockage des déchets restants présenterait aujourd'hui des risques plus importants et plus graves que la poursuite de leur confinement :
 - o Les risques liés à la manutention, au reconditionnement en surface et au transport des déchets ;
 - o Les risques environnementaux liés à l'entreposage des déchets dans d'autres sites de stockage pérennes ;
 - o Les risques pour les travailleurs associés à la réalisation d'opérations complexes impliquant des déchets dangereux dans un environnement souterrain ;
 - o Le risque d'un accident important pendant le déstockage qui compromettrait la faisabilité du confinement.

- Le BRGM a par ailleurs conclu :
 - o Que les déchets non solubles (amiante notamment) n'ont pas d'impact sur la nappe, n'étant pas susceptibles d'être entraînés par la saumure ;
 - o Que l'impact des déchets solubles, en cas de défaillance du confinement, ne serait que très limité compte tenu du volume de saumure contaminée susceptible de remonter localement (moins d'1 m³/an), comparé au volume total de la nappe (35 milliards de m³).

François de Rugy leur a confirmé que le chantier de confinement des déchets restants se poursuivrait, et qu'il s'entourerait des garanties les plus strictes en matière de protection de la nappe phréatique :

- Réalisation d'un confinement des déchets restant au fond selon les meilleures techniques internationales.
- Mise en place d'une galerie de contournement.
- Mise en place d'une zone drainante.

Dans un esprit d'apaisement et d'écoute des propositions des élus locaux et des inquiétudes des citoyens, il leur a annoncé :

- L'organisation d'une réunion locale de présentation du rapport du BRGM aux citoyens intéressés, à l'initiative et sous l'autorité du Préfet du Haut-Rhin ;
- Le lancement d'une étude technique et financière de la faisabilité de la poursuite d'un destockage partiel, en parallèle de la poursuite du confinement, et étalé jusqu'à 2027 ; cette étude devra rendre ses conclusions d'ici un an au plus tard.

Il leur a enfin assuré que l'ensemble des parties prenantes, Élus locaux, Parlementaires et Associations, seront tenues informées du calendrier et des modalités de mise en œuvre des travaux de confinement.

[Retrouvez le communiqué de presse en ligne](#)

Contact presse : 01 40 81 78 31
www.ecologique-solidaire.gouv.fr
[@Min_Ecologie](https://twitter.com/Min_Ecologie)